

Rapport mensuel / 31.3.2026

## Vontobel Fund – Emerging Markets Debt

Document de marketing pour les investisseurs institutionnels en: AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE.

**L'attention des investisseurs en France est attirée sur le fait que ce fonds présente, au regard des attentes de l'Autorité des marchés financiers, une communication disproportionnée sur la prise en compte des extra-financiers dans sa gestion.**

### Évolution du marché

Le mois de mars a marqué le premier mois de la guerre en Iran, déclenchant une vague de ventes massives sur les marchés.

Le blocus du détroit d'Ormuz a provoqué une forte hausse des cours du pétrole, modifiant fondamentalement les perspectives économiques mondiales et les prix des actifs. La réaction du marché a été significative mais relativement contenue, étant donné qu'il s'agit de la plus grande perturbation de l'approvisionnement mondial en pétrole de l'histoire (environ 13 à 15 % après prise en compte du réacheminement du pétrole via les oléoducs). L'ampleur de la perturbation devrait s'atténuer en avril grâce à la libération de 400 millions de barils provenant des réserves mondiales, convenue par l'Agence internationale de l'énergie et ses membres.

Toutefois, à un rythme quotidien d'environ 3,3 millions de barils, cette quantité est probablement insuffisante pour compenser entièrement la pénurie d'approvisionnement. Après avoir atteint un pic fin mars, le prix du Brent a chuté à 101 dollars le baril le 1er avril, lorsque le président américain Donald Trump a fait part de son intention de retirer ses troupes d'Iran dans un délai de deux à trois semaines, même si le détroit d'Ormuz reste de facto fermé. Les prix du gaz en Europe ont augmenté de 59 % au cours du mois pour atteindre leur plus haut niveau depuis janvier 2025, tout en restant bien inférieurs aux niveaux observés en 2022.

Le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans s'est tendu de 38 points de base (pb) en mars pour atteindre 4,3 %, soit le niveau le plus élevé depuis juillet 2025 et la plus forte hausse mensuelle depuis décembre 2024. Le rendement des obligations allemandes à 10 ans a enregistré une augmentation similaire, de 36 pb, pour atteindre 3 %, tandis que les Gilts britanniques à 10 ans ont connu une baisse encore plus marquée, leur rendement grimant de 68 pb pour s'établir à 4,9 %. À fin mars, le marché n'intégrait qu'une probabilité de 14 % d'une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine d'ici décembre. Le président de la Fed Jerome Powell a déclaré que la banque centrale juge sa «politique bien positionnée pour lui permettre d'attendre avant d'agir». Par ailleurs, les marchés anticipent près de trois hausses des taux de la Banque centrale européenne (BCE) d'ici la fin de l'année. Les effets de la hausse des cours du

pétrole sur l'inflation européenne seraient probablement plus importants compte tenu de la dépendance du continent aux importations d'énergie, mais trois hausses nous semblent exagérées malgré le durcissement de ton des responsables de la BCE. Les données préliminaires sur l'inflation dans la zone euro en mars ont fait apparaître une hausse de 1,2 % des prix à la consommation par rapport au mois précédent, ce qui se traduit par une accélération de l'inflation annuelle à 2,5 %, contre 1,9 % en février.

Les propriétés de valeur refuge du dollar, qui ne s'étaient pas matérialisées le «Jour de la libération», se sont réaffirmées en mars, l'indice du dollar américain (DXY) progressant de 2,4 %. Les actions mondiales (MSCI World) ont chuté de 6,6 %, tandis que les actions des marchés émergents (MSCI EM) ont reculé de 13,3 %. Les indices des obligations des marchés émergents en monnaies fortes ont fait preuve d'une relative résilience.

Les obligations souveraines en monnaies fortes des marchés émergents (EMBIG Div) ont cédé 3,3 % en Mars. Cette baisse s'explique à hauteur de 1,9 % par la hausse des rendements des bons du Trésor américain et à hauteur de 1,4 % par le creusement des spreads. Les émetteurs à haut rendement (HY) ont sous-performé en raison de l'élargissement des spreads, les obligations souveraines HY chutant de 3,6 %, tandis que les obligations souveraines investment grade (IG) ont perdu 2,9 %. Bien qu'étant au cœur de la tempête, les obligations souveraines du Moyen-Orient ont enregistré une performance légèrement supérieure à celle des marchés émergents d'Europe, avec une baisse de 3,9 % contre 4 %. Cela met en évidence une différence clé dans ce regain d'aversion au risque lié à la guerre par rapport à 2022. La plupart des pays du Golfe sont des émetteurs de très haute qualité, disposant de réserves importantes pour faire face à la perturbation de leurs approvisionnements pétroliers, malgré leur forte dépendance au pétrole. L'Amérique latine a été la région la plus performante du mois, avec une baisse moyenne de 2,4 % des obligations concernées. La région est non seulement éloignée, mais elle abrite également un certain nombre de pays exportateurs d'énergie tels que le Brésil, la Colombie, l'Équateur, l'Argentine (exportateur net depuis 2024), Trinité-et-Tobago, le Suriname et le Venezuela. Les obligations souveraines des pays exportateurs de pétrole

et de gaz situés hors du Golfe ont figuré parmi les plus performantes en mars. Les obligations en défaut du Venezuela (+7,6 %) ont une fois de plus affiché les meilleures performances. D'autres exportateurs de pétrole tels que le Gabon (+2,1 %), l'Angola (-0,3 %), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (-0,5 %), la Colombie (-1,2 %), Trinité-et-Tobago (-1,2 %) et le Cameroun (-1,3 %) figuraient également dans le top 10. Dans le cas du Venezuela, nous pensons toutefois que la restructuration de la dette est probablement trop lointaine pour que les détenteurs d'obligations puissent en retirer le moindre avantage. Le Gabon a officiellement demandé la mise en place d'un programme du Fonds monétaire international (FMI), ce qui a également soutenu ses obligations. Les Maldives (0 %) se sont classées au troisième rang des meilleures performances. En effet, leur seule obligation de référence arrive à échéance le 8 avril et le pays dispose désormais de réserves de change suffisantes pour la rembourser. La Colombie a également bénéficié des résultats meilleurs que prévu obtenus par le parti traditionnel de droite, le Centro Democrático, lors des primaires présidentielles. Le parti a progressé par rapport au candidat d'extrême droite Abelardo De La Esprilla dans les sondages, qui indiquent que sa candidate, Paloma Valencia, aurait de bonnes chances de battre le candidat de la coalition gouvernementale d'extrême gauche, Iván Cepeda, lors d'un second tour.

Les obligations en défaut du Liban (-19 %) ont été les moins performantes. La décision d'Israël d'envahir le sud du Liban et de bombarder le Hezbollah dans tout le pays risque d'entraîner un report important des réformes économiques et de la restructuration de la dette, et probablement une baisse des valeurs de recouvrement étant donné les besoins de reconstruction. Le Sénégal (-11,6 %) s'est classé au deuxième rang des moins bonnes performances, effaçant les gains du mois précédent malgré le remboursement ponctuel de ses échéances d'amortissement en mars. Les investisseurs se montrent désormais moins optimistes quant à la capacité du Sénégal à obtenir un programme du FMI sans restructurer au préalable sa dette extérieure. Les importateurs de pétrole faiblement notés tels que le Sri Lanka (-8,1 %), la Zambie (-6,7 %), le Kenya (-6,5 %) et l'Égypte (-5,8 %) ont compté parmi les 10 moins bonnes performances du mois. L'Ukraine (-11,2 %) a enregistré la troisième moins bonne performance sur le mois. Le Premier ministre hongrois Viktor Orban (qui se présente aux élections du 12 avril et pourrait perdre son poste, selon les derniers sondages) a bloqué le versement par l'UE de la première tranche du prêt convenu de 90 milliards d'euros. De plus, l'Ukraine n'a pas atteint les critères structurels requis fin mars pour obtenir la première tranche de son nouveau programme du FMI approuvé en février, qui comprenait l'adoption d'un certain nombre de réformes fiscales par le Parlement. Enfin, le Mozambique (-10,5 %) a enregistré la quatrième moins bonne performance en mars, malgré son statut de pays exportateur de gaz censé bénéficier de la guerre en Iran. La dernière évaluation du FMI a jugé la dette publique du Mozambique insoutenable au regard de la trajectoire de la politique budgétaire actuelle; une forte réduction des salaires du secteur public et une dévaluation de la monnaie s'imposent, mais l'impopularité du gouvernement le rend réticent à mettre en œuvre ces mesures. De plus, la fonderie d'aluminium de Mozal, un acteur clé pour les exportations et l'emploi du pays, a suspendu ses activités pour une

durée indéterminée, faute d'avoir pu conclure un nouvel accord de long terme sur les tarifs de l'électricité.

### Revue du portefeuille

Nous avons maintenu le risque de crédit moyen du fonds à BB+, en ligne avec la note de l'indice de référence. Nous avons toutefois accru le risque de crédit au niveau du portefeuille. Cette décision a été motivée par la décompression des spreads entre les segments HY et IG, ainsi que par la dispersion accrue des valorisations au sein de la classe d'actifs, ce qui a créé diverses opportunités de valeur relative. Nous avons principalement accru notre exposition aux pays notés B qui sous-performent tout en réduisant celle aux pays du segment des titres notés BBB. Plus précisément, nous avons renforcé notre exposition à l'Égypte et au Pakistan, qui figuraient parmi les pays les moins performants en mars en raison de leur forte sensibilité économique à la hausse des prix du pétrole. Nous estimons que la réaction négative du marché à ces obligations a été excessive d'un point de vue relatif. Parallèlement, nous avons maintenu notre surpondération des pays africains exportateurs de pétrole tels que le Cameroun, le Gabon et la République du Congo. Nous avons même accru notre exposition à l'Angola via de nouvelles obligations émises ce mois-ci. Ces pays africains exportateurs de pétrole bénéficient directement de la hausse des cours du pétrole, qui devrait persister un certain temps. De plus, nous avons accru notre exposition à la République dominicaine et à la Roumanie, tout en réduisant notre exposition à la Bulgarie, au Brésil, au Chili et à la Pologne, où les spreads sont restés stables voire ont affiché un creusement très limité. Au début du mois, nous avons réduit notre exposition au Koweït et à l'Arabie saoudite. Les spreads de certaines positions n'ont pas réagi de manière significative au déclenchement du conflit régional durant les premiers jours, le marché anticipant une résolution en quelques jours plutôt qu'en quelques semaines. Durant cette période, nous avons également acheté une protection sur la Turquie, réduisant ainsi la surpondération du pays par rapport à l'indice de référence au moyen de swaps de défaut de crédit souverain. Au cours du mois, le rendement du portefeuille a augmenté de manière significative, sous l'effet de la hausse des taux core et du creusement des spreads. La duration du portefeuille par rapport à l'indice de référence est restée relativement stable, même si le niveau de duration global a légèrement diminué en raison de la hausse des rendements. Nous avons pu augmenter le surcroît de spread par rapport à l'indice de référence.

### Analyse de la performance

Le fonds a légèrement surperformé son indice de référence, de 0,03 %, en mars (net, classe d'actions I). Les performances de nombreux émetteurs ont été influencées par les conséquences anticipées du conflit en cours au Moyen-Orient, notamment par les pénuries physiques attendues de pétrole, de gaz et de produits raffinés. Les valorisations ont divergé entre les exportateurs/producteurs de pétrole et de gaz et les importateurs nets. Le portefeuille a bénéficié de ses positions dans les secteurs du raffinage et de l'éthanol au Brésil. La position dans l'entreprise publique de pétrole et de gaz Petrôleos del Perú a également eu un effet positif. La sous-pondération du Bahreïn a stimulé la performance relative, sachant que le Bahreïn est directement touché par le conflit régional et dispose de marges de manœuvre

budgétaires très limitées pour faire face à la crise. Toutefois, la sous-pondération du portefeuille sur les obligations vénézuéliennes l'a amené à passer à côté de gains. La surpondération de la Côte d'Ivoire et de la Roumanie a nuí à la performance relative, tout comme la surpondération de l'Arabie saoudite et la sélection de titres dans ce pays.

### Perspectives

Nous décelons de bonnes raisons pour expliquer la correction relativement contenue du marché jusqu'à présent, malgré une perturbation de l'approvisionnement en pétrole beaucoup plus importante qu'en 2022. L'administration Trump a tout intérêt à tenir sa promesse concernant la durée relativement courte du conflit. Sur le plan politique, une flambée de l'inflation provoquée par la hausse des prix du pétrole pourrait s'avérer très coûteuse à l'approche des élections de mi-mandat en novembre, d'autant plus que Trump a fait campagne contre les «guerres sans fin». À l'heure où nous rédigeons ce rapport (première semaine d'avril), Donald Trump semble chercher des moyens de désamorcer le conflit. D'un point de vue militaire, on craint que les États-Unis et leurs alliés n'épuisent leurs stocks de munitions et d'intercepteurs antimissiles balistiques avant que l'Iran ne soit à court de missiles – c'est-à-dire, à moins que la plupart des lanceurs de missiles iraniens ne soient détruits au préalable. Du point de vue des ressources, certains pays et des secteurs entiers pourraient être confrontés à des pénuries physiques de pétrole, d'hélium et d'autres matières premières. De fait, plusieurs pays mettent déjà en œuvre des politiques visant à réduire leur consommation d'énergie afin de retarder un éventuel épuisement de leurs réserves de pétrole si le détroit d'Ormuz n'est pas ouvert à court terme. De plus, nous pensons que l'Iran a suffisamment d'incitations à rouvrir le détroit d'Ormuz une fois que les États-Unis auront cessé les hostilités. En effet, le 2 avril, il a été rapporté que Téhéran collaborait avec Oman à l'élaboration d'un protocole commun visant à garantir la sécurité du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz.

Il existe des différences clés par rapport à 2022 qui, selon nous, justifient la correction plus modérée du marché aujourd'hui. Après la pandémie, les politiques monétaires et budgétaires ont été extrêmement accommodantes. Alors que les politiques budgétaires restent laxistes dans les pays développés, la politique monétaire est restrictive à l'échelle mondiale depuis quatre ans. Le choc pétrolier de 2022 a joué un rôle dans la flambée de l'inflation cette année-là, mais n'en est pas la seule cause. D'autres facteurs, tels que des politiques monétaires extrêmement accommodantes, des contraintes d'offre et une reprise accélérée de la demande globale après la pandémie ont également contribué à la flambée de l'inflation. En 2022, les taux d'intérêt ont dû subir un ajustement brutal après avoir atteint des niveaux historiquement bas, alors qu'aujourd'hui, l'ajustement nécessaire serait bien moins important, même si le choc pétrolier actuel devait perdurer. Cette différence de conjoncture macroéconomique indique que la correction du marché actuellement requise est plus limitée que celle observée il y a quatre ans, malgré un choc d'approvisionnement pétrolier plus important. Cette résilience des obligations des marchés émergents se justifie par le fait que les pays concernés disposent aujourd'hui de réserves plus importantes qu'au moment du choc pétrolier de 2022. Il y a quatre ans, de nombreuses économies émergentes ne s'étaient pas encore pleinement

remises des conséquences de la pandémie. Les économies dépendantes du tourisme étaient dans une situation particulièrement difficile, et la plupart des émetteurs HY avait perdu l'accès aux marchés. Bien que le fardeau de la dette reste lourd pour de nombreux pays émergents, la situation des comptes extérieurs s'améliore pour la plupart d'entre eux. Cette amélioration se traduit par une accumulation significative de réserves de change.

Cette fois-ci, les pays émergents n'ont pas perdu l'accès aux marchés. Alors que de nombreux émetteurs reportent leurs nouvelles émissions en attendant une amélioration des conditions de marché, d'autres, y compris des émetteurs souverains mal notés comme l'Angola et l'Égypte, ont réussi à émettre des euro-obligations même pendant cette période de forte volatilité. En réalité, les spreads des obligations souveraines notées B restent inférieurs à 400 pb, n'ayant fait que revenir à leurs niveaux de septembre 2025, qui sont inférieurs à leur moyenne à long terme. Ainsi, il faudrait que les conditions de marché se détériorent considérablement pour que les émetteurs d'obligations HY perdent l'accès aux marchés comme en 2022.

Un facteur important qui empêche un tel scénario est que les marchés émergents ont déjà traversé un cycle complet de défauts entre 2020 et 2023. Les émetteurs souverains et les entreprises fragiles ont déjà fait défaut et restructuré leurs dettes, et ont assaini leurs bilans. De ce fait, cette catégorie d'actifs est aujourd'hui plus résistante aux turbulences qu'il y a quatre ans.

Les émetteurs des marchés émergents ont également mené d'importantes opérations de gestion de la dette ces deux dernières années. En 2025, les gestionnaires de la dette souveraine ont émis un montant record d'obligations en monnaies fortes, dont une grande partie relevait d'opérations de gestion du passif, ce qui a permis de réduire considérablement, voire d'éliminer, les murs d'échéances pour les deux années suivantes.

Les obligations en monnaie locale devraient rebondir fortement dans un contexte de désescalade. Comme évoqué plus haut, les obligations en monnaie locale ont été plus durement touchées par les turbulences actuelles des marchés. Cela s'explique en partie par l'appréciation du dollar, qui a une fois de plus rebondi dans un contexte d'aversion au risque, comme c'est généralement le cas. De plus, étant donné que les États-Unis sont un exportateur net d'énergie depuis 2014, il nous semble logique que le dollar américain se porte mieux que l'euro et les devises des pays émergents importateurs d'énergie.

Cependant, le scénario ne se résume pas uniquement au dollar. Les taux des marchés émergents ont également augmenté plus fortement que les rendements des bons du Trésor américain et des Bunds allemands. Le rendement à l'échéance de l'indice GBI-EM a augmenté de 56 pb en mars pour atteindre 6,4 %. Il est beaucoup plus probable que cette hausse s'explique par des positions de carry trade, motivées par des facteurs techniques et une réduction des risques, plutôt que par les fondamentaux. Ainsi, bien que l'indice GBI-EM ait été plus durement touché, il devrait également rebondir plus fortement en cas de désescalade, si celle-ci intervient dans un délai relativement court. Bien qu'allonger la durée pendant un choc inflationniste soit généralement une opération risquée, nous pensons qu'il est moins risqué de le

faire dans les marchés émergents que dans les marchés développés, compte tenu de la correction plus forte des taux subie par les marchés émergents.

Globalement, nous pensons que les obligations des marchés émergents sont aujourd'hui dans une meilleure position qu'il y a quatre ans. Cette situation, conjuguée aux valorisations encore élevées des actions et à une liquidité mondiale abondante, justifie la réaction relativement modérée des marchés jusqu'à présent, malgré l'incertitude qui plane sur la durée de

la guerre et l'ampleur significative de la perturbation de l'approvisionnement en pétrole. En cas de désescalade à court terme, nous pensons que cette classe d'actifs est bien positionnée pour un fort rebond, dans un contexte de reprise probable de la plupart des tendances observées sur les marchés mondiaux avant la guerre, notamment la diversification des portefeuilles actuellement centrés sur les États-Unis.

### Caractéristiques du fonds

<b>Nom du fonds</b>	Vontobel Fund – Emerging Markets Debt
<b>ISIN</b>	LU0926439729
<b>Catégorie de parts</b>	I USD
<b>Indice de référence</b>	J.P. Morgan EMBI Global Diversified Index
<b>Date de lancement</b>	15.5.2013

### Performance historique (rendements nets, en %)

Période	Fonds	Indice de réf.	Période	Fonds	Indice de réf.
MTD	-3.2%	-3.3%	2025	14.9%	14.3%
YTD	-0.7%	-1.3%	2024	13.8%	6.5%
1 an	10.8%	10.4%	2023	14.3%	11.1%
3 ans p.a.	13.5%	9.5%	2022	-19.9%	-17.8%
5 ans p.a.	4.2%	2.5%	2021	1.0%	-1.8%
10 ans p.a.	5.1%	3.8%	2020	1.4%	5.3%
ITD p.a.	4.4%	3.5%	2019	14.8%	15.0%
			2018	-6.5%	-4.3%
			2017	17.0%	10.3%
			2016	12.7%	10.2%

### La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

### Risques d'investissement

- Les placements sur les marchés émergents encourent des risques de liquidité et opérationnels accrus, ces marchés étant souvent sous-développés et plus exposés aux risques politiques, juridiques, fiscaux et de contrôle des changes.
- Les investissements du Compartiment peuvent être soumis à des risques de durabilité. Les risques de durabilité auxquels le Compartiment peut être soumis sont susceptibles d'avoir un impact limité sur la valeur de ses investissements sur le moyen à long terme dans la mesure où l'approche ESG du Compartiment joue un effet d'atténuation. La performance du Compartiment peut être affectée positivement ou négativement par sa stratégie en matière de durabilité. La capacité à atteindre les objectifs sociaux ou environnementaux peut être affectée par des données incomplètes ou inexactes provenant de fournisseurs tiers. Des informations sur la manière dont les objectifs sociaux et environnementaux sont atteints et dont les risques de durabilité sont gérés au sein de ce Compartiment sont disponibles sur le site [vontobel.com/sfdr](http://vontobel.com/sfdr).

### Remarques juridiques importantes

Ce document commercial a été produit par une ou plusieurs sociétés du Groupe Vontobel (collectivement «Vontobel») pour des clients institutionnels dans le(s) pay(s) suivant(s): AT, CH, DE,

DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE.

Le présent document ne constitue pas une offre, une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente de parts du fonds Vontobel/des actions du fonds ou de tout autre instrument d'investissement en vue d'effectuer toute transaction ou de conclure tout

acte juridique de quelque nature que ce soit, mais sert uniquement à des fins d'information. Les souscriptions aux parts de ce fonds de placement ne devraient être effectuées que sur la base du prospectus de vente («prospectus de vente»), des documents d'informations clés (DIC), de ses statuts corporatifs et du dernier rapport annuel et semestriel du fonds, ainsi que sur l'avis d'un spécialiste indépendant en finances, droit, comptabilité et impôts. Ce document s'adresse uniquement à des «contreparties éligibles» ou à des «clients professionnels» tels que définis dans la directive 2014/65/CE (Directive concernant les marchés d'instruments financiers, «MiFID») ou par des réglementations similaires dans d'autres juridictions, ou à des clients professionnels tels que définis dans la loi fédérale suisse sur les placements collectifs de capitaux (LPCC).

Le fonds, la Société de gestion et le Gestionnaire d'investissement ne formulent aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, quant à l'équité, la justesse, l'exactitude, le caractère raisonnable ou complet d'une évaluation de la recherche ESG et la bonne exécution de la stratégie ESG. Comme les investisseurs peuvent avoir des points de vue différents sur ce qui constitue un investissement durable, le fonds peut investir dans des émetteurs qui ne reflètent pas les convictions et les valeurs d'un investisseur spécifique.

#### **La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.**

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès des points de vente agréés et au siège du fonds: 49 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 **Luxembourg**, auprès de Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG, Am Belvedere 1, A-1100 Vienne, en tant qu'agent de service en **Autriche**, le représentant en **Suisse**: Vontobel Fonds Services AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, en tant qu'agent payeur en Suisse: Bank Vontobel AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, auprès de PwC Tax and Advisory, Société coopérative - GFD, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Email : [lu\\_pwc.gfd.facsvs@pwc.com](mailto:lu_pwc.gfd.facsvs@pwc.com), [gfdplatform.pwc.lu/facilities-agent/](http://gfdplatform.pwc.lu/facilities-agent/) en tant qu'agent européen de services et facilités en **Allemagne**, auprès de LLB Fund Service AG, Aulestrasse 80, 9490 Vaduz, en tant qu'agent d'information au **Liechtenstein**. Vous trouverez de plus amples informations sur le fonds dans les derniers prospectus, les rapports annuels et semestriels ainsi que les Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DIC). Vous pouvez aussi télécharger ces documents sur notre site Internet à l'adresse [vontobel.com/am](http://vontobel.com/am). Vous trouverez un résumé des droits des investisseurs (y compris des informations sur les mécanismes de recours collectif en cas de litiges conformément à la directive européenne 2020/1828) en anglais via le lien suivant: [vontobel.com/vamsa-investor-information](http://vontobel.com/vamsa-investor-information). Vontobel peut décider de mettre fin aux dispositions prises pour la commercialisation de ses organismes de placement collectif conformément à l'article 93 bis de la directive 2009/65/CE.

**Danemark**: Les DIC sont disponibles en danois. **Finlande**: Les DIC sont disponibles en finnois. Les DIC sont disponibles en français. Le fonds est autorisé à la commercialisation en **France**. Pour plus d'informations sur le fonds, nous vous prions de vous

référer au Document d'Information Clé (DIC). **Irlande**: Il relève de la responsabilité de toute personne en possession du présent document et de tout support connexe de s'informer et de respecter toutes les lois et réglementations en vigueur dans les pays desquels elle est ressortissante, dans lesquels elle réside, dans lesquels elle a sa résidence habituelle ou dans lesquels elle est domiciliée. En cas de doute concernant le contenu du présent document, vous êtes invité à consulter vos conseillers juridiques, financiers et/ou fiscaux. Ce Fonds n'est commercialisé qu'auprès d'investisseurs professionnels en Irlande et non auprès d'investisseurs particuliers. Ni le Fonds ni l'investissement n'ont été autorisés par la Banque centrale d'Irlande. Si un investisseur potentiel n'est pas intéressé par un investissement, le présent document doit être retourné sans délai. Le présent document ne constitue pas et n'est pas réputé constituer une invitation au public irlandais à souscrire des actions du Fonds. Aucune personne se voyant remettre une copie du présent document ne peut la considérer comme constituant une invitation à souscrire des actions du Fonds ou une sollicitation adressée à toute personne autre que le destinataire. L'offre de souscription d'actions du Fonds ne doit pas être faite par une personne en Irlande autrement qu'en conformité avec les dispositions de la Directive relative aux marchés d'instruments financiers 2014/65/CE (dite «MiFID») et en vertu des codes, lignes directrices ou exigences imposés par la Banque centrale d'Irlande à cet égard. **Italie**: Pour de plus amples informations en Italie consultez le Modulo di Sottoscrizione: Vontobel Asset Management S.A., Milan Branch, Piazza degli Affari, 2, 20123 Milano, téléphone: 02 6367 3444, e-mail: [clientrelazione.it@vontobel.com](mailto:clientrelazione.it@vontobel.com). **Pays-Bas**: Le fonds et ses sous-fonds sont inscrits au registre de l'Autorité de surveillance des marchés financiers des Pays-Bas, conformément à l'article 1:107 de la loi hollandaise de supervision des marchés financiers («Wet op het financiële toezicht»). **Norvège**: Les DIC sont disponibles en norvégien. Veuillez noter que certains sous-fonds sont exclusivement réservés aux investisseurs qualifiés au **Portugal** et en Andorre. En **Espagne**, les fonds autorisés à la distribution publique sont enregistrés auprès de la CNMV espagnole sous le numéro 280 dans le Registre des sociétés d'investissement collectif étrangères. Vous pouvez obtenir la version espagnole des DIC auprès de Vontobel Asset Management S.A., Sucursal en España, Paseo de la Castellana, 91, Planta 5, 28046 Madrid. **Suède**: Les DIC sont disponibles en suédois. Les fonds autorisés à la distribution publique au **Royaume-Uni** et inscrits dans le régime "Temporary Marketing Permissions Regime" (TMPR) britannique sont enregistrés auprès de la FCA sous le numéro de référence 466625. Le fonds est autorisé en tant qu'OPCVM (ou est un sous-fonds d'un OPCVM) dans un pays de l'Espace économique européen (EEE), et le fonds devrait rester autorisé en tant qu'OPCVM tant qu'il est sous le TMPR. Cette information a été approuvée par Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres, dont le siège social est 3rd Floor, 70 Conduit Street, London W1S 2GF et est autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et soumis à la réglementation limitée de la Financial Conduct Authority (FCA). Des détails sur l'étendue de la réglementation de la FCA sont disponibles, sur demande, auprès de Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres. Vous pouvez obtenir la version anglaise des KIID auprès de Vontobel Asset Management S.A., London Branch, 3rd Floor, 70 Conduit Street, London W1S 2GF ou la télécharger sur notre site Internet [vontobel.com/am](http://vontobel.com/am).

Ce document n'est pas le résultat d'une analyse financière. Il n'est donc pas soumis aux «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers. Il est possible que Vontobel et/ou son conseil d'administration, ses cadres et ses collaborateurs détiennent ou aient détenu des intérêts ou des positions dans les titres mentionnés, ou aient négocié ou agi en qualité de courtiers pour ces titres. En outre, ces entités ou personnes ont pu réaliser des transactions pour des clients dans ces instruments ou fournir ou avoir fourni des services financiers d'entreprise ou autres services aux sociétés concernées.

Tout indice référencé ici est la propriété intellectuelle (y compris les marques déposées) du fournisseur de licence concerné. Tout produit basé sur un indice n'est en aucun cas parrainé, approuvé, vendu ou promu par le concédant de licence concerné et celui-ci n'a aucune responsabilité à cet égard. Pour plus de détails, veuillez consulter le site [am.vontobel.com/terms-of-licenses](http://am.vontobel.com/terms-of-licenses). Bien que Vontobel soit d'avis que les informations figurant dans le présent document s'appuient sur des sources fiables, Vontobel décline toute responsabilité quant à la qualité, l'exactitude, l'actualité et l'exhaustivité desdites informations. Sauf autorisation émanant des lois de droits d'auteur, aucune de ces informations ne pourra être reproduite, adaptée, téléchargée pour une tierce

partie, reliée, mise en exergue, publiée, distribuée ou transmise sous quelque forme que ce soit par quelque processus que ce soit sans le consentement écrit spécifique de Vontobel. Dans toute la mesure permise par la législation applicable, Vontobel décline toute responsabilité résultant de toute perte ou de tout dommage que vous encourez occasionné(e) par l'utilisation ou l'accès aux présentes informations, ou de son incapacité à fournir les présentes informations. Notre responsabilité pour négligence, violation contractuelle ou contravention à la loi résultant de notre incapacité à fournir les présentes informations dans leur intégralité ou en partie, ou pour tout problème posé par ces informations, qui ne peut être licitement exclu, se limite à la retransmission des présentes informations en intégralité ou en partie ou au paiement pour assurer cette retransmission, à notre gré et dans la mesure autorisée par la loi en vigueur. Aucun exemplaire du présent document ni aucune copie de celui-ci ne peuvent être distribués dans toute juridiction où sa distribution est limitée par la loi. Les personnes recevant le présent document doivent être conscientes de ces restrictions et les accepter. Ce document en particulier ne doit être ni distribué ni remis à des personnes américaines ni être distribué aux Etats-Unis.

Vontobel Asset Management AG  
Gotthardstrasse 43, 8022 Zürich  
Switzerland  
T +41 58 283 71 11  
[info@vontobel.com](mailto:info@vontobel.com) | [vontobel.com/am](http://vontobel.com/am)